

Original: anglais

PAKISTAN - PROTECTION CONFEREE PAR UN BREVET POUR LES  
PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET LES PRODUITS  
CHIMIQUES POUR L'AGRICULTURE

Notification de la solution convenue d'un commun accord

La communication ci-après, datée du 28 février 1997, adressée par la Mission permanente des Etats-Unis et la Mission permanente du Pakistan à l'Organe de règlement des différends, est distribuée à la demande de ces délégations.

---

Les gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et du Pakistan notifient à l'Organe de règlement des différends qu'ils ont élaboré une solution mutuellement satisfaisante pour régler la question soulevée par le gouvernement des Etats-Unis dans le document WT/DS36/1, daté du 6 mai 1996, au sujet de l'obligation, que l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) impose au Pakistan, d'accorder la protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, ou d'établir des systèmes permettant de déposer des demandes de brevet pour de telles inventions et d'accorder des droits exclusifs de commercialisation dans certaines circonstances.

Notant que le Pakistan n'accorde pas encore de protection par voie de brevets pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture, les gouvernements des Etats-Unis et du Pakistan conviennent que, conformément à l'article 70:8 de l'Accord sur les ADPIC, le Pakistan était tenu d'établir pour le 1er janvier 1995 un système permettant de déposer des demandes de brevet pour de telles inventions. Les deux gouvernements conviennent aussi que l'article 70:9 de l'Accord sur les ADPIC fait obligation au Pakistan d'établir un système permettant d'accorder des droits exclusifs de commercialisation aux déposants de demandes de brevet s'ils satisfont à certains critères. Pour se conformer à ces obligations, le Président pakistanais Farooq Ahmad Khan Leghari a publié le 4 février 1997 l'ordonnance n° XXVI de 1997.

Pour ce qui est des obligations découlant de l'article 70:8 de l'Accord sur les ADPIC, l'ordonnance prévoit que toutes les demandes déposées après le 1er janvier 1995 seront considérées comme valablement déposées. Le gouvernement pakistanais publiera un règlement d'application de l'ordonnance selon lequel toute personne qui dépose pour la première fois une demande de protection par un brevet pour un produit pharmaceutique ou un produit chimique pour l'agriculture dans un autre Membre de l'OMC après la date de publication de l'ordonnance pourra déposer une demande auprès des autorités pakistanaises compétentes et 1) jusqu'au 1er janvier 2000, se verra fixer comme date de dépôt la date à laquelle ces autorités ont reçu la demande, ou 2) après le 1er janvier 2000, aura le droit

de revendiquer une priorité en vertu des règles énoncées à l'article 4 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

En outre, afin que les personnes qui auraient déposé des demandes entre le 1er janvier 1995 et la date à laquelle l'ordonnance a été publiée puissent le faire et que la date de dépôt soit celle qui leur aurait été fixée, le règlement d'application de l'ordonnance disposera que:

- toute personne qui aura présenté pour la première fois une demande de protection par un brevet pour un produit pharmaceutique ou un produit chimique pour l'agriculture dans un autre Membre de l'OMC après le 1er janvier 1995 et avant la date de publication de l'ordonnance pourra déposer une demande dans le cadre du système établi par l'ordonnance;
- ces demandes seront acceptées par les autorités pakistanaises compétentes à partir de la date à laquelle l'ordonnance a été publiée et pendant une année; et
- la date de dépôt effectif de chacune de ces demandes sera la date de dépôt de la demande originale dans un autre Membre de l'OMC.

S'agissant des obligations énoncées à l'article 70:9 de l'Accord sur les ADPIC, l'ordonnance prévoit que des droits exclusifs de commercialisation seront accordés dans les cas où 1) le déposant de la demande a obtenu un brevet et l'approbation de la commercialisation du produit faisant l'objet de la demande dans un autre Membre de l'OMC et où 2) le déposant de la demande obtient l'approbation de la commercialisation au Pakistan. La durée des droits exclusifs de commercialisation sera de cinq ans dès lors que ces conditions seront remplies ou jusqu'à ce qu'un brevet de produit soit accordé ou refusé au Pakistan, la période la plus courte étant retenue. Conformément à la disposition de l'article 70:9 de l'Accord sur les ADPIC selon laquelle les droits de commercialisation doivent être exclusifs, le gouvernement pakistanais mettra en oeuvre l'ordonnance de façon que les droits exclusifs de commercialisation ne fassent en aucun cas l'objet d'une limitation ou d'une exception, y compris l'imposition d'une licence obligatoire. En conséquence, aucune partie ne se verra accorder l'approbation de commercialisation pour un produit faisant l'objet de droits exclusifs de commercialisation sans le consentement exprès du détenteur de ces droits.

Aussitôt que possible après la date de la présente notification conjointe, le gouvernement pakistanais publiera un règlement d'application de l'ordonnance conforme aux indications données ci-dessus.

Dans ces conditions, le Pakistan et les Etats-Unis sont convenus de mettre fin aux consultations sur la question et les Etats-Unis entendent formellement renoncer à poursuivre en l'espèce le processus prévu par les dispositions du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Cet accord est sans préjudice des droits et obligations résultant pour l'un et l'autre Membre de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.